

Éducation.

Pour la FSU-SNUipp, c'est pas la fête

Pour protester contre des conditions de travail « dégradées » et des réponses jugées insatisfaisantes de sa hiérarchie, le syndicat FSU-SNUipp a déposé un préavis de grève jusqu'en février et annonce une action en janvier.

La FSU-SNUipp 27 a déposé un préavis de grève courant jusqu'à la fin du mois de février 2024. Ce sera le cas dans l'ensemble des départements français, consécutivement au dépôt de 102 alertes sociales, fin novembre, auxquelles le syndicat majoritaire chez les enseignants dit n'avoir pas reçu les réponses qu'il attendait de la part de sa hiérarchie.

Dans l'Eure, le rendez-vous avec le secrétaire général de la DSDEN (Direction des services départementaux de l'Éducation nationale) et l'adjointe au DASEN chargée du 1^{er} degré, jeudi 30 novembre, a abouti à un relevé de conclusion qui, aux yeux du syndicat, « **est assez factuel et n'apporte aucune prise en compte de ce qu'on leur dit et aucune annonce pour lutter contre la souffrance au travail** », proteste Mathilde Marnière, co-secrétaire du FSU-SNUipp 27 au côté de Maud Boussuge et Denis Trope.

Inclusion sans moyens

Le ras-le-bol des enseignants du 1^{er} degré repose d'abord sur des conditions de travail « **qui se dégradent fortement depuis des années** », prenant la forme « **d'injonctions ministérielles qui accroissent la charge de travail, comme la journée du harcèlement ou la question de la laïcité** », les effectifs en classes, la « **pression hiérarchique** », les suppressions de postes.

Autre point de tension, le développement de l'inclusion d'élèves en situation de handicap, « **sans moyens supplémentaires** ». « **Les AESH [Accompagnants des élèves en situation de handicap, NDLR] ont de plus en plus d'enfants à charge** », pointe Maud Boussuge.

Enfin, les trois représentants syndicaux dénoncent « **un dialogue social très difficile, notamment depuis l'arrivée de Françoise Moncada [la directrice académique, NDLR]. Il est difficile de discuter, d'obtenir des autorisations d'absences, des demandes de disponibilités** », affirme cette dernière.

Les signalements explosent

« À travers ces trois points transparaissent une souffrance au travail et une perte de sens de notre métier », alerte Mathilde Marnière. Denis Trope avance des chiffres : « Depuis l'après-Covid, on constate une hausse énorme des signalements, 178 en 2021, 301 en 2022 et, à ce jour, 450 en 2023. Parmi ceux-là, 80 % relèvent des risques psychosociaux, 62 % sont liés à des violences physiques et verbales, pour beaucoup de la part d'enfants, et 38 % sont liés à l'inclusion. Enfin, 25 % des signalements concernent les AESH ».

Le constat est posé et les solutions, selon Mathilde Marnière, consistent en un « investissement massif et une vraie transformation pour notre école, au lieu de colmater et de mettre des pansements, comme actuellement ».

Outre le dépôt de son préavis de grève, la FSU-SNUipp va ouvrir des discussions avec d'autres organisations syndicales d'enseignants afin de préparer une action en janvier prochain.

Florent Lemaire La Dépêche d'Évreux



La FSU-SNUipp 27 a déposé un préavis de grève courant jusqu'au mois de février pour dénoncer des conditions de travail « dégradées ». Archives/Béatrice Cherry-Pellat